

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier

Le 14 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALLIA FRANCE

27 RUE ANDRE CHENIER
#468
71100 Chalon-sur-Saône

Références : FC/MB/2022/L_288

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté 27 RUE ANDRE CHENIER #468 71100 Chalon-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALLIA FRANCE
- 27 RUE ANDRE CHENIER #468 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT dans GUN : 0005401220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de bouteilles en verre.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau de surface
- Air
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°1	Décision d'exécution du 28/02/2012, article MTD 14
Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°1	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.2.4.2
Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°2	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°2	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1
Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°3	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9.2.3.1
Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°4	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Accident fuite d'hydrocarbures 2022	Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 2.5.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée avec un correspondant EHS dont la prise de poste était récente.

La nécessité de solder les non-conformités déjà relevées lors de la précédente visite d'inspection dans les plus brefs délais a été rappelée le jour de la visite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°1

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 28/02/2012, article MTD 14
Thème(s) : Risques chroniques, Production de déchets solides
Prescription contrôlée : L'exploitant devra justifier que le brûlage des boues issues du curage dans ses fours ne présentent pas de dangers ou d'inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir travaillé sur ce point. L'inspection rappelle le jour de la visite la nécessité de le faire. Demande complément n°1 : Afin de pouvoir faire appliquer la MTD 14, section v de la décision d'exécution de la commission européenne sur le site, l'exploitant devra justifier que le brûlage des boues issues du curage dans ses fours ne présentent pas de dangers ou d'inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, notamment en matière de prévention de pollution atmosphérique. En particulier, l'exploitant devra justifier que seules les boues de curages issues de la décantation du mélange « eau » et « Calcin » sont remises dans le four.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant indique le jour de la visite qu'une étude et un chiffrage ont été réalisés dans le but de solder la non-conformité mise en évidence par l'inspection. L'Inspection rappelle la nécessité de mettre en place ces dispositifs en particulier au niveau des points de rejets qui véhiculent ou peuvent véhiculer des eaux polluées ou potentiellement polluées. Non-conformité n°1 : Absence de système permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inspection du 23/11/2021 : non-conformité n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Respect de la valeur limite fixée au point de rejet n°EU1 sur le débit
<p>Constats : Par courrier électronique du 10/11/21, l'exploitant indique avoir procédé à l'étalonnage de son débitmètre et que le dépassement constaté ne provenait pas d'un problème en lien avec cet appareil.</p> <p>Par courrier électronique du 17/12/21, l'exploitant indique :</p> <p>1/ avoir établi un plan d'action en passant par la réalisation d'un audit des circuits le 28/11/2021 par la société Elmatec. En comparant les volumes d'eaux prélevé et ceux rejeté, il a été constaté que l'équilibre n'était pas atteint. Afin de comprendre le différentiel entre ce qui est prélevé et ce qui est rejeté, il a été commandé une prestation de mesures à la société Caudrelier qui devait intervenir les 22 et 23 décembre 2021 afin d'établir des mesures de débits sur différents points de l'usine et permettre de clarifier les différents flux.</p> <p>2/ que les membranes de ses osmoseurs s'étaient dégradées avec le temps et impactaient la qualité de l'eau du process. Pour y remédier, provisoirement, l'exploitant indique avoir augmenté les fréquences de nettoyage ce qui se répercute sur les volumes d'eaux rejetés. Pour corriger cette situation le remplacement des membranes a été commandé et le délais de réalisation était estimé pour fin février.</p> <p>3/ que le volume d'eau apporté dans les bassins d'eau calcin est trop important et génère des rejets vers EU1 par débordement. Les deux sources majeures d'apport d'eaux dans les bassins calcin sont les eaux de rinçage des osmoseurs, et l'eau provenant de la déconcentration de notre circuit. Pour supprimer ces apports d'eaux qui sont des eaux propres, l'exploitant indique qu'il souhaite l'accord de l'inspection pour les orienter vers le circuit d'eau pluvial ce qui peut représenter un volume journalier de 200 m3.</p> <p>4/ que l'audit réalisé par la société Elmatec met avant que ses installations de filtration des eaux pompées dans la nappe sont dégradées. Ceci a donc un impact direct sur l'état d'usure de ses membranes d'osmoseurs qui l'oblige ensuite à augmenter les volume d'eau de rinçage des membranes et par conséquent génère une augmentation du volume d'eau de déconcentration afin d'abaisser les taux de minéraux. Aussi, un remplacement des charges filtrantes doit être réalisé et est en cours d'étude pour permettre de limiter l'encrassement des membranes et la surconsommation nécessaire pour leur nettoyage.</p> <p>L'exploitant confirme enfin le jour de la visite que le changement de membrane été réalisé début février 2022.</p> <p>L'inspection formule alors les observations suivantes :</p> <p>Concernant le point 1/ : L'exploitant confirmera que la prestation de la société Caudrelier a bien été réalisée et indiquera à l'inspection quelles suites ont été données à cette prestation.</p> <p>Concernant le point 3/ : par courrier électronique du 03/01/22, l'inspection a déjà formulé l'observation suivante à la demande d'accord formulée par l'exploitant : "La transmission des éléments justifiant notamment que les eaux de déconcentration peuvent bien être envoyées dans un réseau d'eau pluviale et que ce réseau est apte à recevoir et acheminer ce type d'effluent pourra conduire l'inspection à proposer à Monsieur le Préfet de Saône et Loire un projet d'arrêté préfectoral complémentaire permettant d'acter cette modification". L'inspection indique le jour de la visite ne pas avoir eu de retour à cette demande de justificatif.</p> <p>Concernant le point 4/ : l'exploitant doit préciser les délais de réalisation prévus pour le remplacement des charges filtrantes.</p> <p>Dans l'attente de ces différents éléments, l'inspection indique que la non-conformité formulée</p>

lors de la précédente visite ne peut être soldée.
Non-conformité n°2 : Non-respect de la valeur limite fixée au point de rejet n°EU1 sur le débit
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Transmission des résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau des points de rejet n°EP 1 à 10 et ED 1 à 6
Constats : Cette demande n'a pas été satisfaite. Demande de complément n°2 : Transmettre les résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau des points de rejet n°EP 1 à 10 et ED 1 à 6.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Transmission des résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau du point de rejet n° EU1
Constats : L'inspection confirme cette demande le jour de l'inspection, les paramètres faisant l'objet d'une surveillance annuelle n'étant pas à ce jour saisis dans l'application GIDAF. Demande de complément n°3 : Transmettre les résultats des analyses effectuées depuis 2020 au niveau du point de rejet n° EU1 sur les paramètres Phosphore, Azote, Fluorures, Arsenic, Plomb, Nickel, Fer, Indice Phénols et AOX
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inspection du 23/11/2021 : demande de complément n°4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Prescription contrôlée : La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.</p> <p>Constats : Par courrier électronique du 26/01/22, l'exploitant indique prochainement démarrer ses travaux de maintenance de l'électrofiltre.</p> <p>L'analyse des risques préliminaires effectuée, lui demande des actions supplémentaires de mise en sécurité, préalable aux travaux dans l'électrofiltre (installations de lignes de vie provisoires + isolation de l'électrofiltre du reste des installations). Ces travaux complémentaires nécessitent d'augmenter la durée initiale du chantier. Les travaux annuels n'ayant pas été effectués depuis 2019, l'exploitant précise que la charge de travail est lourde. L'arrêt de l'électrofiltre est prévu au 28 Février, pour une reprise prévue au 19 Mars, soit une durée de 19 jours (456 heures). L'exploitant indique que l'étude menée il y a deux ans a démontré des concentrations acceptables avec un temps d'arrêt de l'électrofiltre équivalent.</p> <p>Par courrier électronique du 03/02/22, l'exploitant transmet une estimation de ses rejets en Poussières, Métaux, SOx, Nox et CO correspondant à l'arrêt pour maintenance de l'électrofiltre basée sur ses rejets 2021. Les calculs sont basés sur une mesure amont de l'électrofiltre de mai 2020 et sur la quantité moyenne de rejet en poussières pour les métaux. L'exploitant affirme qu'en suivant une hypothèse de rejets et production identiques en 2022 que ceux de 2021, il respecte les valeurs prescrites en flux émis / Tonne de verre produite pour tous les paramètres sauf pour la poussières avec un très léger dépassement.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que l'électrofiltre a été finalement arrêté 18 jours, soit 1 jour de moins que ce qui était prévu initialement.</p> <p>L'inspection formule alors les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'estimation des rejets de l'exploitant doit être revue en prenant en compte un temps d'arrêt de 18 jours ; - l'hypothèse selon laquelle les métaux sont rejetés de la même façon avec ou sans filtration n'apparaît pas certaine. L'exploitant devra donc revoir ses calculs et les baser sur une mesure effectuée en sortie de cheminée sans filtration (comme par exemple la mesure réalisée en octobre 2019) ; - la quantité de mercure émise doit être justifiée , ce métal étant surtout sous forme gazeuse, et donc a priori peu affecté par l'arrêt de l'électrofiltre ; - il est constaté que la quantité de poussières, et surtout de métaux lourds émise pendant une durée de 456h d'arrêt est égale à la quantité émise le reste de l'année. On double donc le flux émis du fait de cet arrêt longue durée ; - l'intérêt du positionnement en flux spécifique (polluant par tonne de verre tirée) moyenné sur une année semble limité. L'exploitant doit évaluer ce flux à la journée conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral et estimer l'impact de ses rejets en les comparant aux hypothèses de son ERS ; - l'inspection rappelle la nécessité de procéder à une actualisation de son ERS notamment sur les paramètres Baryum et Sélénium qui disposent de VTR contrairement à ce que l'exploitant a mentionné dans son étude de 2019 ; - l'inspection rappelle la nécessité de transmettre un plan prévisionnel de maintenance (pluriannuel) afin d'identifier à long terme les interventions à réaliser sur le dispositif de traitement et de répartir ces interventions dans le volume des 250h annuel autorisé. <p>Non-conformité n°3 : Non-respect de la durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement fixée à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accident fuite d'hydrocarbures 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2015, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Transmission et contenu du rapport d'incident
<p>Constats : Par courrier électronique du 17/02/22, l'exploitant a informé l'inspection d'un déversement d'hydrocarbures dans le canal. Il précisait dans son message la chronologie des événements, l'origine de l'accident et la prévention des conséquences.</p> <p>Le même jour l'inspection a rappelé la nécessité d'approfondir l'analyse des conséquences de l'accident et de transmettre une fiche de notification d'accident conforme aux dispositions de l'article R512-69 du code de l'environnement.</p> <p>Cette fiche a été transmise par l'exploitant avec l'ensemble des éléments d'appréciation requis le 11/03/22.</p> <p>En complément, l'exploitant indique le jour de la visite avoir réalisé des fiches réflexes et mis en place une surveillance journalière du collecteur des huiles afin d'éviter qu'un événement similaire se reproduise.</p> <p>Des barrages filtrants sont en cours d'achat et une étude est en cours sur les solutions complémentaires possibles afin de récupérer les égouttures d'huiles autrement.</p>
<p>Observations : Tenir à disposition de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- les justificatifs relatifs à l'achat des barrages filtrants;- l'étude, une fois celle-ci finalisée ainsi que les solutions complémentaires éventuellement retenues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet